|  |
| --- |
|  |

MARCHéS PUBLICS **DC2**

**DECLARATION DU candidat INDIVIDUEL**

**OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT[[1]](#footnote-1)**

Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1).

En cas d’allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l’acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l’invitation à confirmer l’intérêt, ou en l’absence d’un tel avis ou d’une telle invitation, dans les documents de la consultation.

Il est rappelé qu’en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=D5F2C558D167BFA1A3D87F2A4EDA8784.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037703250&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=D5F2C558D167BFA1A3D87F2A4EDA8784.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037730365&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), [R. 2162-7 à R. 2162-12](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037730351&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), [R. 2162-13 à R. 2162-14](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037730337&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037730329&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do;jsessionid=D5F2C558D167BFA1A3D87F2A4EDA8784.tplgfr42s_2?idSectionTA=LEGISCTA000037728715&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), [R. 2362-7](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037728701&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), [R. 2362-8](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037728697&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), [R. 2362-9 à R. 2362-12](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037728693&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?idSectionTA=LEGISCTA000037728683&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité (MDS) ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d’achats utilisées (accords-cadres s’exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l’émission de bons de commande, concours, systèmes d’acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu’ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l’acheteur

**L’Institut Agro** (Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement),  
dont le siège est situé 42 rue Scheffer – 75016 PARIS.

SIRET : 130 026 222 00013

Mail : [marches-publics@institut-agro.fr](mailto:marches-publics@institut-agro.fr)

Au titre de son école interne **l’Institut Agro Dijon**.

26 boulevard Docteur Petitjean - BP 87999 - 21079 DIJON Cedex

Téléphone : 03 80 77 25 25

Mail : [marches.publics@agrosupdijon.fr](mailto:marches.publics@agrosupdijon.fr)

SIRET : 130 026 222 00013

Représenté par Anne-Lucie WACK, *Directrice Générale*.

Et par délégation, ici représenté par Mme Hélène POIRIER, *Directrice de l’école interne Institut Agro Dijon*.

B - Objet de la consultation

La présente consultation a pour **la réalisation** **de** **travaux de rénovation de la toiture du bâtiment « Combe Berthaux » de l’Institut Agro Dijon**.

Référence : **26A0003**.

Consultation allotie comprenant 4 lots, ainsi qu’une une tranche ferme et une tranche optionnelle pour le **lot 3** et pour le **lot 4**.

C - Identification du candidat individuel ou du membre du groupement

C1 - Cas général :

# Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l’adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des [*ICD*](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

* Nom commercial et dénomination sociale de l’unité ou de l’établissement qui exécutera la prestation :

* Adresse postale de l’établissement :

* Adresse du siège social (si elle est différente de l’adresse postale de l’établissement) :

* Adresse électronique :
* Numéro de téléphone :
* Numéro de télécopie :
* Numéro SIRET, à défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine de l’opérateur économique issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm) :

# Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

# Le candidat est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2003:124:0036:0041:fr:PDF) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do;jsessionid=83BCBFC60390609F22C124D22345B382.tpdila22v_1?idArticle=LEGIARTI000033669891&cidTexte=LEGITEXT000005621315&dateTexte=20170428) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l’artisanat ([Art. R. 2151-13](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D5F2C558D167BFA1A3D87F2A4EDA8784.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037730515&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) et [R. 2351-12](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=D5F2C558D167BFA1A3D87F2A4EDA8784.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728815&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique) ?

Oui

Non

D - Renseignements relatifs à l’aptitude à exercer l’activité professionnelle concernée par le contrat

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle.

D1 - Renseignements sur l’inscription sur un registre professionnel :

D2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l’autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l’organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d’origine, le service concerné :

D3 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

* Adresse internet :

* Renseignements nécessaires pour y accéder :

E - Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière.

E1 - Chiffres d’affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Exercice du  au | Exercice du  au | Exercice du  au |
| Chiffre d’affaires global (ne remplir que pour les exercices pour lesquels ce renseignement est demandé par l’acheteur) |  |  |  |
| Part du chiffre d’affaires concernant les fournitures, services, ou travaux objet du marché (si demandé par l’acheteur) | % | % | % |

Lorsque les informations sur le chiffre d’affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, indication de la date à laquelle l’opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :

E2 - Autres informations requises par l’acheteur au titre de la capacité économique et financière :

(Chiffres d’affaires moyens sur la période demandée par l’acheteur, informations sur les comptes annuels, rapport entre les éléments d’actif et de passif, informations sur le niveau approprié d’assurance des risques professionnels, etc., tels que demandés par l’acheteur ; le cas échéant, renvoyer à la rubrique G du présent formulaire.)

E3 - Pour les marchés publics de travaux :

En cochant cette case, le candidat déclare qu’il aura souscrit un contrat d’assurance le couvrant au regard de la responsabilité décennale ([article L. 241-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006795912&cidTexte=LEGITEXT000006073984) du code des assurances).

*(Les documents de preuve ne seront sollicités sur ce point qu’avant l’attribution du marché public.)*

E4 - Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l’acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l’[article R. 2343-14](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=13653C8FC4C441DA2D339E6E3D62AC0C.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728897&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

* Adresse internet :

* Renseignements nécessaires pour y accéder :

F - Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement

Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle.

F1 - Le candidat ne fournit que les renseignements demandés par l’acheteur au titre de la capacité technique et professionnelle, qu’il peut récapituler ici :

F2 - Documents de preuve disponibles en ligne (applicable pour tous les marchés publics autres que MDS et, pour les MDS, uniquement lorsque l’acheteur a autorisé les candidats à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l’[article R. 2343-14](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=13653C8FC4C441DA2D339E6E3D62AC0C.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728897&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l’ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

*(Si l’adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

* Adresse internet :

* Renseignements nécessaires pour y accéder :

G - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou le membre du groupement s’appuie pour présenter sa candidature

Rubrique à renseigner dans l’hypothèse où le candidat ou l’un des membres du groupement s’appuie sur la ou les capacités d’un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l’unissent à cet opérateur, en application du II de l’[article R. 2142-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=13653C8FC4C441DA2D339E6E3D62AC0C.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037730691&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) du code de la commande publique auquel l’[article R. 2342-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=13653C8FC4C441DA2D339E6E3D62AC0C.tplgfr42s_2?idArticle=LEGIARTI000037728981&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190401) renvoie.

(Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements demandés par l’acheteur dans l'avis d'appel à la concurrenceou l’invitation à confirmer l’intérêt ou en l’absence d’un tel avis ou d’une telle invitation, dans les documents de la consultation. Le candidat sera tenu d’apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d’exécution du marché public.)

Désignation du (des) opérateur(s)

*(Adapter le tableau autant que nécessaire.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°**  **du**  **Lot** | **Nom du membre du groupement concerné (\*)** | **Nom commercial et dénomination sociale, adresse de l’établissement (\*\*), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET de l’opérateur sur les capacités duquel le candidat ou le membre du groupement s’appuie (\*\*\*)** |
| **.…** |  |  |
| **.…** |  |  |
| **.…** |  |  |
| **.…** |  |  |

(\*) En cas de candidature individuelle, le renseignement de cette rubrique est inutile.

(\*\*) Préciser l’adresse du siège social du membre du groupement si elle est différente de celle de l’établissement.

(\*\*) Pour les groupements conjoints.

(\*\*\*) À défaut, un numéro d’identification européen ou international ou propre au pays d’origine du candidat issu d’un répertoire figurant dans la liste des [ICD](http://metadata-stds.org/Document-library/Draft-standards/6523-Identification-of-Organizations/ICD_list.htm).

H – Signature du candidat

A , le

Le responsable de la société ayant pouvoir de l’engager :

Nom :

Qualité :

Signature et cachet de l’entreprise :

1. Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l’économie. [↑](#footnote-ref-1)